

TABLE DES MATIÈRES

Abréviations, sigles et acronymes	VII
Sommaire	XIII

ÉTUDES

La crise de la théorie de l'effet direct dans la jurisprudence récente PAR ENZO CANNIZZARO	1
I. Introduction	1
II. La doctrine classique de l'effet direct	2
III. Le principe de substituabilité	3
IV. Les effets directs des directives au détriment des particuliers : l'inapplication fondée sur le droit national	8
V. Remarques finales.....	10
L'effet direct de l'article 102 TFUE - Principe acquis, mais <i>quid</i> dans la pratique? PAR LUC GYSELEN	11
I. L'arrêt <i>BRT c/ SABAM I</i> : l'effet direct confirmé dans son principe	14
II. Le règlement n° 1 : l'effet direct de l'article 102 dans le cadre de la décentralisation	16
A. L'article 6 du règlement n° 1 : principe.....	16
B. L'article 2 du règlement n° 1 : charge de la preuve.....	17
C. L'article 15 du règlement n° 1 : coopération avec les juridictions nationales	18

III. Conditions de fond : les éléments constitutifs d'un abus	24
A. Litiges au principal relatifs à des pratiques d'éviction.....	26
IV. Conditions de procédure : la production de preuves	30

Les dimensions spatiales du droit de l'union applicable à internet

PAR Ludovic PAILLER.....	37
I. L'applicabilité extensive du droit de l'Union	42
A. Le flux	42
B. Le reflux.....	47
II. Fragmentation de l'effet spatial du droit de l'Union	53
A. La délimitation spatiale de la compétence des autorités	54
B. La mise en balance des intérêts concurrents.....	60

L'écoconditionnalité de la politique agricole commune mise à l'épreuve : entre productivisme et dérive environnementale

PAR Nicolas DE SADELEER ET Martin FAUCONNIER.....	65
I. L'intégration progressive des enjeux environnementaux et climatiques dans la politique agricole commune	66
II. L'écoconditionnalité.....	71
A. L'évolution du processus de conditionnalité	71
B. Les modalités de l'écoconditionnalité dans le cadre de la PAC 2023-2027	73
III. Les bonnes conditions agricoles et environnementales (BCAE).....	75
A. Un socle minimal	75
B. Les conditions à respecter.....	75
C. Imperfections	81
IV. Les modifications apportées en 2024 aux normes de bonnes conditions agricoles et environnementales.....	83
A. Un niveau d'ambition environnementale et climatique déclassé..	83
B. La disette écosystémique de la politique agricole commune réformée et le pacte vert pour l'Europe	88
V. Conclusion.....	92

CHRONIQUES

Parlement européen

PAR Lætitia GUILLOUD-COLLIAT, AVEC LES CONTRIBUTIONS DE

Cassandra PAULET, Lenka POPRAVKA ET Ludovica ROBUSTELLI 103

I. Vie institutionnelle de l'Union européenne	103
A. Le renforcement de la transparence et de l'intégrité du Parlement	103
B. La préparation des élections européennes de juin 2024.....	104
C. Une nouvelle demande de révision des traités.....	106
II. Questions financières et budgétaires	106
A. Une gestion financière confirmant la tendance des dernières années	106
B. De nouveaux facteurs exacerbant une situation géopolitique déjà complexe	108
C. L'appel à une révision des ressources propres et du CFP dans la continuité des révisions du budget 2024.....	110
III. Environnement, santé, protection des consommateurs.....	111
A. Une intense activité législative en matière environnementale... 111	
B. De nouvelles mesures de protection des consommateurs.....	120
C. Les nouveautés en matière de santé.....	121
IV. Politique économique et sociale	122
A. Cryptomonnaies et <i>dropshipping</i> , l'actualité parlementaire de l'Union économique et monétaire marquée par les actualités ...	122
B. Une année de bilan pour le marché intérieur et la politique sociale.....	123
V. Espace de liberté, de sécurité et de justice	125
A. La poursuite de l'engagement du Parlement en matière de cybersécurité et de lutte contre le terrorisme	125
B. Au cœur de l'ELSJ : une activité dense dans l'ombre de l'adoption prochaine du nouveau pacte sur la migration et l'asile.....	127
VI. Une activité importante du Parlement dans les autres politiques internes.....	133
A. Durabilité, stratégies et systèmes de qualité au cœur des développements de la PAC en 2023.....	133
B. Pêche : une activité couronnée par l'adoption du règlement sur le contrôle des pêches	134
C. Transports : la quête d'une approche normative globale	136

D. Industrie, recherche et énergie : la poursuite d'une approche plus « verte » et stratégique	137
E. Culture et éducation : l'adoption de la législation européenne sur la liberté des médias en perspective.....	138
VII. Action extérieure : un relatif retour à la normale en matière de politique étrangère et de sécurité commune (PESC), malgré l'invasion de l'Ukraine en arrière-plan	138

Conseil européen – Conseil de l'Union européenne

SOUS LA RESPONSABILITÉ DE Rostane MEHDI ET Romain FOU CART	141
I. Conseil européen	141
A. Assumer son rang dans les crises internationales.....	141
B. Dégager un horizon stratégique	149
C. Piloter l'action de l'Union sur le plan interne	156
II. Le Conseil de l'Union européenne : les présidences.....	163
A. La présidence suédoise (1 ^{er} janvier – 30 juin 2023)	163
B. La présidence espagnole (1 ^{er} juillet – 31 décembre 2023).....	168

Libre circulation des marchandises 2022-2023

PAR Claude BLUMANN	175
I. Le maquis législatif.....	176
A. La lutte contre les nouvelles entraves.....	178
B. La fabrication de nouvelles règles	183
C. La surveillance du marché.....	187
II. La jurisprudence	191
A. Les articles 34-36 appliqués	193
B. Les articles 34-36 écartés.....	202
C. Les articles 34-36 en soutien	206

Citoyenneté

PAR Myriam BENLOLO CARABOT ET Anastasia ILIOPOULOU-PENOT	211
I. CJUE, gde ch., 5 septembre 2023, <i>X c/ Udlændinge – og Integrationsministeriet (Perte de la nationalité danoise)</i> , aff. C-689/21, ECLI:EU:C:2023:626	211

II. CJUE, 22 juin 2023, <i>X c/ Staatssecretaris van Justitie en Veiligheid</i> , aff. C-459/20, ECLI:EU:C:2023:499	215
III. CJUE, gde ch., 5 décembre 2023, <i>Nordic Info</i> , aff. C-128/22, ECLI:EU:C:2023:951	220
IV. CJUE, gde ch., 21 décembre 2023, <i>Chief Appeals Officer e.a.</i> , aff. C-488/21, ECLI:EU:C:2023:1013	224

Contentieux du droit de l'Union européenne

PAR Paolo IANNUCELLI ET Jonathan WILDEMEERSCH

SOUS LA COORDINATION DE Fabrice PICOD

I. Recours en manquement.....	228
A. La recevabilité du recours en manquement au titre de l'article 258 TFUE.....	229
B. Recours en manquement sur manquement au titre de l'article 260, paragraphe 2, TFUE.....	232
C. Recours en manquement – Procédures accessoires – Demande de report et de modification d'une ordonnance en référé.....	235
II. Les recours en annulation et en carence	240
A. Le recours en annulation.....	241
B. Le recours en carence.....	253

Droits fondamentaux

SOUS LA DIRECTION DE Romain TINIÈRE

EN COLLABORATION AVEC Caroline BOITEUX-PICHERAL,

Christophe MAUBERNARD ET Claire VIAL

I. Les droits fondamentaux et les politiques d'asile et d'immigration : « Je t'aime, moi non plus »?.....	259
A. Des synergies en faveur d'un accès consolidé au statut de réfugié	261
B. Des tensions autour d'une application complexe du principe de non-refoulement	264
II. La protection des données à caractère personnel : approfondissements, précisions et incertitudes.....	268
A. Les « décisions contraignantes » adoptées par le Comité européen de la protection des données	268
B. La jurisprudence de la Cour de justice.....	270
III. L'État de droit dans l'Union	276

IV. Coopération pénale	282
V. Droit à la non-discrimination	287

Espace de liberté, de sécurité et de justice

SOUS LA RESPONSABILITÉ DE Henri LABAYLE

SOUS LA COORDINATION DE Maïténa POELEMANS ET AVEC LA PARTICIPATION DES
DOCTORANTS DU CDRE : Thomas ANDREU, Benoît DUPIN, Thomas DURAND,
Salima GARTOMI EL IDRISSE, Emeline LOUVET, Elena OSTROVSKAYA,
Baptiste PEYROU, Maléna PIZZANELLI.....

.....	291
I. Les politiques communes d'asile et d'immigration	292
A. Rapport 2023 sur la situation dans l'espace Schengen	292
B. Actualité jurisprudentielle.....	294
II. La coopération judiciaire civile.....	302
A. Interprétation de la notion de « circonstances exceptionnelles » dans le cadre du titre exécutoire européen pour les créances incontestées.....	302
B. Interprétation du règlement Bruxelles II <i>bis</i> en matière de compétence, reconnaissance et exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale	303
C. Capacité d'un tribunal à se dessaisir au profit d'un autre dans le cadre du déplacement illicite de l'enfant	304
III. Coopération judiciaire en matière pénale	305
A. L'actualité législative	305
B. L'actualité jurisprudentielle	312
C. Rapport annuel 2022 d'Eurojust	325
IV. La coopération policière et opérationnelle.....	331
A. Le rapport TE-SAT 2022	331
B. Les systèmes d'information et la protection des données dans l'ELSJ	336

Droit et contentieux de la politique commerciale commune

PAR Christine KADDOUS, Mateusz MILEK, Sara NOTARIO

ET Alicja SŁOWIK.....345

I. Union douanière	345
A. Biens à double usage et adaptation aux standards internationaux.....	345
B. Accès à la justice en matière d'union douanière	347
C. Notion de transformations « économiquement justifiées » sous le code des douanes de l'Union	350
II. Mesures de défense commerciale	353
A. Ouverture de l'enquête antisubventions à l'égard des véhicules électriques en provenance de Chine	354
B. Contentieux lié aux mesures de défense commerciale.....	355
C. Subventions étrangères faussant le marché intérieur.....	368
D. Protection de l'Union et de ses États membres contre la coercition économique exercée par des États tiers.....	373
III. Investissements.....	375
A. Précisions sur le filtrage des investissements étrangers directs	376
B. Accord commercial avec la Nouvelle-Zélande	379
C. Accord sur la facilitation des investissements durables avec l'Angola.....	379
D. Retrait coordonné du traité sur la Charte de l'énergie	380
IV. Développement durable	382
A. Responsabilité des entreprises en matière de développement durable	383
B. Approvisionnement durable de matières premières critiques.....	388
C. Coopération avec des pays tiers dans le cadre du pacte vert pour l'Europe.....	390
V. Union européenne et Organisation mondiale du commerce	392
A. Statut des règles de l'OMC dans l'ordre juridique de l'Union européenne	392
B. Accord sur les subventions à la pêche.....	400
C. Accord sur la facilitation des investissements pour le développement.....	401
VI. Volets sécuritaires de la politique commerciale commune	401
A. Évolutions de mesures restrictives de nature commerciale.....	402
B. Mesures de libéralisation commerciale en faveur de l'Ukraine	408

Droit des pratiques anticoncurrentielles d'entreprises	
PAR Linda ARCELIN	413
I. Compétence	413
A. Articulation des compétences entre les Autorités nationales de concurrence et les autorités sectorielles.....	414
B. Procédures parallèles entre la Commission et une autorité nationale de concurrence	416
II. Procédure.....	417
A. Quand la protection des données personnelles et de la vie privée s'invite dans les procédures d'enquête.....	417
B. Enregistrement des entretiens : pas de distinction entre indice et preuve	419
III. Ententes anticoncurrentielles.....	422
A. Restrictions par objet : confirmation de la ligne floue entre objet et effet restrictifs	422
B. Restrictions caractérisées et restrictions par objet : pas de confusion.....	426
C. Nouveaux règlements d'exemption des accords de recherche et de développement et des accords de spécialisation	427
D. Fin de l'exemption par catégorie en faveur des consortiums de transport maritime.....	429
IV. Abus de position dominante	430
A. Abus et clause d'exclusivité	430
B. Abus et violation du RGPD	433
C. L'arrêt <i>Towercast</i> ou la renaissance de la jurisprudence <i>Continental Can</i>	439
V. Pratiques anticoncurrentielles dans le domaine sportif : les leçons de l'arrêt <i>Superleague</i>	442
A. Une spécificité sportive réduite à peau de chagrin.....	444
B. L'exercice du pouvoir réglementaire ayant un objet restrictif de concurrence	445
C. Exclusion coordonnée de justifications aux comportements anticoncurrentiels	448
VI. Sanctions.....	450
A. La coordination contractuelle, nouveau critère d'imputabilité	450
B. Actions privées : action en nullité et action en dommages et intérêts	451

Politique agricole commune	
PAR Marc BLANQUET.....	457
I. Cadre général de la PAC.....	458
A. Cadre interne.....	458
B. Cadre international	460
C. Cadre financier.....	463
II. Mesures relatives aux marchés agricoles.....	465
A. Perspectives	465
B. Mesures de soutien	467
C. Accords de durabilité.....	472
III. Développement rural.....	473
A. Participation des Plans stratégiques nationaux à la vision à long terme des zones rurales.....	474
B. Étude des zones « <i>Areas with natural constraints</i> »	475
C. Mise en réseau et politique de développement rural	476
IV. Qualité des produits, santé et sécurité alimentaire	477
A. Qualité des produits agricoles.....	477
B. Promotion des produits agricoles.....	482
C. Pesticides	483
D. Sols sains et séquestration du « carbone »	488
E. Déforestation	490
F. OGM	490
G. Reproduction des végétaux	492
 Transports	
PAR LOÏC GRARD, Sébastien MARTIN ET Gaël PIETTE.....	495
I. Transports terrestres.....	498
A. Les actes de droit dérivé en faveur de la mobilité décarbonée	498
B. Le renouvellement du cadre pour le déploiement de systèmes de transport intelligents	506
C. La jurisprudence en matière de répartition des capacités de l'infrastructure ferroviaire	507
D. La limitation du stationnement et ses effets sur le transport international de marchandises par route	510
E. Le régime d'autorisation permettant de fournir des services urbains et interurbains de transport à Barcelone	511

F. Notion de « véhicule » au sens de la directive 2009/103/CE.....	512
II. Transport aérien	514
A. Les relations extérieures	515
B. La protection des droits des passagers.....	517
C. La protection de l'environnement : le pacte vert	521
D. Ciel unique : en attendant 2024.....	526
III. Transports maritimes.....	529
A. La protection de l'environnement.....	529
B. Concurrence.....	533
Politique de cohésion économique, sociale et territoriale	
PAR Nathalie RUBIO	537
I. Le cadre normatif de la politique de cohésion	538
A. Intégration de l'objectif de cohésion dans les actions et politiques de l'Union	539
B. Capacité et limites d'adaptation de la politique de cohésion	541
II. Le contentieux de la politique de cohésion devant la Cour de justice de l'Union européenne.....	542
A. Le contentieux de l'utilisation des fonds de cohésion	542
B. Le contentieux des initiatives citoyennes liées à la politique de cohésion.....	547
Santé publique	
PAR Nathalie DE GROVE-VALDEYRON ET Claire BORIES	551
I. Les objectifs généraux du programme santé publique	552
A. La promotion de la santé et la prévention des maladies.....	552
B. La lutte contre les menaces sanitaires graves pour la santé	556
C. L'amélioration de la disponibilité, l'accessibilité et le caractère abordable dans l'Union de médicaments et de dispositifs médicaux.....	560
D. Le renforcement de la résilience des systèmes de santé	562
II. De quelques aspects de contentieux	566
A. CJUE, 19 janvier 2023, <i>Bundesrepublik Deutschland</i> , aff. jtes C-495/21 et C-496/21 : médicament ou dispositif médical?	567

B. CJUE, 21 septembre 2023, <i>Apotheke B. c/ BASG</i> , aff. C-47/22 : des cas répétés de non-respect des exigences minimales pour la distribution en gros des médicaments	569
C. CJUE, 16 mars 2023, <i>Commission c/ Pharmaceutical Works Polpharma et EMA</i> , aff. jtes C-438/21 P, C-439/21 P, C-440/21 P : la notion d'autorisation globale de mise sur le marché et ses objectifs.....	571
D. Restrictions à la libre circulation des personnes pendant la pandémie de Covid-19 : interprétation des règlements (UE) 2021/953 et (UE) 2022/1034.....	573
Droit de l'environnement	
PAR Ludwig KRÄMER.....	577
I. La lutte contre le changement climatique	577
A. Le Fonds social pour le climat.....	577
B. Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières.....	578
C. Le transport maritime et la directive 2003/87/CE	578
D. La réduction d'émissions de gaz à effet de serre	579
II. Questions financières	581
A. L'obligation verte européenne (<i>Green Bonds</i>)	581
B. Une facilité pour la résilience économique	581
C. Réexamen interne des décisions de la BEI.....	582
III. La biodiversité	583
A. Les listes biogéographiques des habitats européens	583
B. Zones protégées en mer du Nord	584
C. La réduction de la déforestation.....	584
D. Le commerce des espèces menacées	585
E. Attaquer des plans en justice	585
IV. La protection des eaux	586
V. Les produits	586
A. La sécurité des produits	586
B. L'écoconception et la consommation d'énergie	587
C. Le plomb dans le PVC	588
D. Le glyphosate	588
E. La normalisation industrielle	589
F. Dérogation à une substance active interdite	589

VI. La gestion des déchets	590
A. L'économie circulaire.....	590
B. Les batteries	591

Droit européen de la consommation

PAR Marta CANTERO GAMITO ET Hans-Wolfgang MICKLITZ.....	593
I. Développements législatifs.....	594
A. Sécurité des produits.....	594
B. Économie circulaire et consommation durable.....	595
C. Contrats de crédit à la consommation et de services financiers	596
D. Transformation numérique	598
E. Règlement extrajudiciaire des litiges de consommation.....	600
II. Jurisprudence.....	601
A. La directive sur les clauses contractuelles abusives et le principe d'effectivité	601
B. Droit de rétractation	605
C. Droits des passagers et forfaits de voyage	607
D. Protection des données des consommateurs	607

Énergie

PAR Benoît BLOTTIN ET Vincent BOUHIER.....	611
I. Le fonctionnement du marché intérieur	615
A. Un marché sécurisé	615
B. Un marché concurrentiel.....	616
C. Un marché interconnecté	622
D. Un marché fiscalisé.....	625
II. La protection de l'environnement	627
A. La réduction des émissions de gaz à effet de serre.....	628
B. La promotion de l'efficacité énergétique.....	631
C. Le développement des énergies renouvelables.....	633

Droit fiscal de l'Union européenne

PAR Fabrice PEZET.....	637
I. La protection du marché intérieur.....	637
A. La portée fiscale des libertés de circulation.....	637
B. La réglementation relative aux aides d'État.....	642
II. L'approfondissement du marché intérieur.....	645
A. Le droit dérivé des impôts directs.....	646
B. Le droit dérivé des impôts indirects.....	648
III. Les garanties en faveur des contribuables.....	655
A. La jurisprudence relative à la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.....	655
B. Le respect des principes généraux du droit de l'Union européenne.....	657

Chronique financière

PAR Lukasz STANKIEWICZ, Christelle BALLANDRAS-ROZET, Damien CATTEAU, Aurélie DORT ET Messaoud SAOUDI.....	659
I. L'exécution du budget de l'Union européenne en 2023.....	659
II. Le cadre budgétaire annuel : le budget 2024.....	662
A. Les étapes de la procédure d'adoption du budget 2024.....	662
B. Le contenu du budget 2024.....	664
III. La recherche de nouvelles ressources propres.....	666
IV. La mise en œuvre de la facilité pour la reprise et la résilience.....	669
V. La facilité pour l'Ukraine : un instrument de soutien financier et/ou de réforme?.....	673
A. Un instrument de soutien financier original.....	673
B. Un instrument financier de réforme (trop) ambitieux?.....	675
VI. L'activité de la Cour des comptes européenne en 2023.....	676
A. Les rapports d'activités.....	676
B. Les rapports spéciaux, documents d'analyse et avis.....	679
C. Les rapports annuels.....	680
D. Les rapports annuels spécifiques.....	682

Droit de la propriété intellectuelle

PAR Yann BASIRE ET Stéphanie CARRE.....	685
I. CJUE, 23 avril 2023, <i>Blue Air Aviation SA c/ UCMR – ADA Asociația pentru Drepturi de Autor a Compozitorilor et Uniunea Producătorilor de Fonograme din România (UPFR) c/ SociÉtatea Națională de Transport Feroviar de Călători (SNTFC) « CFR Călători » SA</i> , aff. jtes C-775/21 et C-826/21, ECLI:EU:C:2023:307	685
A. Notion de communication au public – Notion de simple fourniture d’installations	685
II. CJUE, 23 novembre 2023, <i>Seven. One Entertainment Group GmbH c/ Corint Media GmbH</i> , aff. C-260/22, ECLI:EU:C:2023:900	690
A. Organismes de radiodiffusion – Droit de reproduction – Exception pour copie privée – Compensation équitable	690
III. CJUE, 23 novembre 2023, <i>Kopioisto ry c/ Telia Finland</i> , aff. C-201/22, ECLI:EU:C:2023:914	694
A. Organisme de gestion collective – Respect des droits de propriété intellectuelle – Mesures – Qualité pour agir aux fins de la défense des droits de propriété intellectuelle	694
IV. Trib. UE, 7 juin 2023, <i>Luigi Aprile, Commerciale Italian Srl c/ EUIPO, DC Comics</i> , aff. T-735/21, ECLI:EU:T:2023:304	698
A. Distinctivité – Descriptivité – Marque figurative – Pop culture	698
V. Trib. UE, 29 novembre 2023, <i>Myforest Foods Co. c/ EUIPO</i> , aff. T-107/23, ECLI:EU:T:2023:769.....	701
A. Déceptivité – Tromperie sur les qualités du produit.....	701

Droit international privé

SOUS LA DIRECTION DE François MAILHÉ AVEC LA PARTICIPATION DE Pierre BARTHÉLEMY, Loïc BREHIN ET Matthieu TOURNIGAND	705
Introduction.....	705
I. Matière civile et commerciale	706
A. Procédure civile européenne	706
B. Conflits de lois	729
II. Matière familiale et patrimoniale de la famille	731
A. Matière matrimoniale, responsabilité parentale et obligations alimentaires.....	731
B. Droit patrimonial de la famille.....	736

Questions sociales

PAR Sylvie HENNION 743

I. Égalité de traitement 743

A. La transparence des rémunérations dans l'Union européenne 743

B. Égalité de traitement en matière d'emploi et de travail :
le champ d'application de la directive 2000/78/CE 751

II. Le dialogue social : vers une sortie d'impasse? 756

Éducation, culture et langue

PAR Jean-Christophe BARBATO ET Isabelle PINGEL 761

I. Éducation et droit de l'Union européenne 761

A. Refus de prise en compte de l'expérience acquise
dans un autre État membre : un rappel de l'interdiction
des discriminations indirectes 762B. Recrutement des chercheurs universitaires : validation
de la préférence italienne pour les contrats à durée déterminée
en début de carrière 764C. Reconnaissance mutuelle des qualifications
professionnelles appliquée au métier d'enseignant 769D. Enseignements en visioconférences et règlement général
sur la protection des données : la Cour de justice
ne prend pas position 771

II. Culture et droit de l'Union européenne 774

A. TVA et marché de l'art 774

B. Capitale européenne de la culture et label
du patrimoine européen 778

C. Mise en œuvre du programme Europe créative 781

D. Audiovisuel et protection des mineurs 783

E. Protection des indications géographiques et des appellations 785

III. Langues et multilinguisme 791

A. Le régime linguistique de l'Union européenne 791

B. Les questions linguistiques dans l'Union européenne 803

Breve chronique des développements en matière d'aides d'État en 2023

PAR Massimo MEROLA ET Georgia THEODORAKOPOULOU.....	813
Introduction.....	813
I. Évolution de la jurisprudence	814
A. Cristalliser les limites de la compétence de la Commission dans les affaires de <i>ruling</i> fiscal.....	814
B. La saga Ryanair – La Cour de justice apporte des clarifications très attendues sur l'application des instruments d'urgence, mettant fin à l'incertitude	819
C. Le critère de rentabilité dans l'évaluation de la compatibilité.....	835
D. La notion de « ressources d'État » dans le domaine des énergies renouvelables – quelques clarifications nécessaires	837
II. Vers une flexibilité consolidée dans l'évaluation de la compatibilité avec le marché intérieur?.....	843
A. L'adoption du cadre temporaire de crise et de transition (CCTT) et du règlement général d'exemption par catégorie révisé (REGC)	844
B. Projets importants d'intérêt européen commun – Vers une économie européenne plus verte, numérique, sûre, résiliente et souveraine	850
C. Règlement <i>de minimis</i> et règlement de minimis SIEG	853
III. La dimension extérieure des aides d'État.....	856
IV. Conclusions.....	862

Chronique bibliographique 2023

SOUS LA RESPONSABILITÉ DE Fabrice PICOD	865
I. Recueils de textes et de jurisprudence.....	865
II. Traités et manuels.....	871
III. Thèses.....	879
IV. Monographies.....	883
V. Ouvrages collectifs.....	891
Partie I. Bilan de la sécurité alimentaire dans l'UE	894
Partie II. Perspectives pour une transition vers un système alimentaire sain et sûr	896
Partie III. Perspectives pour une transition vers un système alimentaire durable.....	897

REVUE DES REVUES

SOUS LA RESPONSABILITÉ DE Fabrice PICOD

COORDINATEURS : Morgan DE WALSCHE ET Alexandre DUWEL

AVEC LES CONTRIBUTIONS DE Coline ABEILLE, Carla ALBANESE,

Erwan BODEVEN, Ludivine BOUCHERON, Thomas CARACACHE,

Salomé COHEN, Morgan DE WALSCHE, Pauline DUPONT, Alexandre DUWEL,

Alexandra HRDLICKOVA, Adèle KAUFFMANN, Martina MINARDI,

Félicie REMLINGER, Barbara TEPER..... 907

REVUES ANALYSÉES..... 908

SOMMAIRE 909

PARTIE 1 : index thématique des articles parus en 2023**en droit de l'Union européenne**

I. Traités constitutifs et ordre juridique de l'Union..... 910

II. Droit institutionnel 911

III. Droits nationaux et droit européen 913

IV. Droits fondamentaux et valeurs de l'Union 914

V. Citoyenneté européenne..... 916

VI. Contentieux..... 917

VII. Relations extérieures 919

A. Politique commerciale commune 919

B. Politique étrangère et de sécurité commune/
Politique de sécurité et de défense commune 920

C. Action extérieure de l'Union/Aide au développement 921

VIII. Espace de liberté, de sécurité et de justice 921

IX. Marché intérieur et libertés de circulation 923

X. Fiscalité et finances publiques 924

XI. Concurrence 925

A. Aides d'État et subventions étrangères 925

B. Pratiques anticoncurrentielles 927

C. Contrôle des opérations de concentration 931

XII. Union économique et monétaire 932

XIII. Numérique 934

XIV. Autres actions et politiques communes 936

A. Propriété intellectuelle 936

B. Environnement et énergie, transports..... 937

C. Social et emploi..... 939

D. Cohésion territoriale et agriculture 940

E. Bancaire et financier	941
F. Autres	941
PARTIE 2 : analyse thématique de la doctrine de l'année 2023	
I. Traités constitutifs et ordre juridique de l'Union	
PAR Pauline DUPONT	943
II. Droit institutionnel	
PAR Barbara TEPER.....	945
III. Droits nationaux et droit européen	
PAR Alexandra HRDLICKOVA.....	947
IV. Droits fondamentaux et valeurs de l'Union	
PAR Coline ABEILLE ET Félicie REMLINGER.....	950
V. Citoyenneté européenne	
PAR Adèle KOFFMAN.....	952
VI. Contentieux	
PAR Thomas CARACACHE	954
VII. Relations extérieures	
PAR Salomé COHEN.....	956
VIII. Espace de liberté, de sécurité et de justice	
PAR Ludivine BOUCHERON	958
IX. Marché intérieur et libertés de circulation	
PAR Morgan DE WALSCHE ET Alexandre DUWEL.....	961
X. Fiscalité et finances publiques	
PAR Martina MINARDI	963
XI. Concurrence	
PAR Erwan BODEVEN ET Morgan DE WALSCHE.....	964
A. Aides d'État et subventions étrangères	964
B. Contrôle des opérations de concentration	967
C. Pratiques anticoncurrentielles.....	970

XII. Numérique	
PAR Carla ALBANESE.....	972
XIII. Union économique et monétaire	
PAR Alexandre DUWEL	974